

tions aux taux des cotisations perçues pour les A.S.B.L. « Centre médico-social du Tournaisis » et « Service d'aide aux familles et aux personnes âgées »;

22° les modifications aux articles 73, 76, 82, 86, 90, 94 et 96 à 103 des statuts de la mutualité : « La Caisse mutuelle — De Onderlinge Ziekenkas » (518), établie à Bruxelles, décidées par l'assemblée générale le 16 décembre 1992;

23° les nouveaux taux des cotisations perçues pour les services soins de santé, transport des malades, prestations diverses et caisse administrative organisés par la mutualité : « Union fédérale de Mutualités » (520), établie à Seraing, décidés par le Conseil d'administration le 1er décembre 1992, ainsi que les modifications aux taux des cotisations perçues pour les services de l'A.S.B.L. « Entraide et Solidarité »;

24° les modifications aux articles 5, 12, 52 et 58 des statuts de la mutualité : « Mutualité libre du Centre » (525), établie à La Louvière, les nouveaux taux des cotisations perçues pour les services soins de santé, ambulance, hospitalisation, maternité et prestations diverses organisés par ladite mutualité, décidés par l'assemblée générale le 5 décembre 1992, ainsi que les modifications aux taux des cotisations perçues pour l'A.S.B.L. « Œuvres de santé et sociales du Centre »;

25° les nouveaux taux des cotisations perçues pour le service des avantages organisé par la société mutualiste : « Fonds de Prévoyance Unilever — Unilever Voorzorgfonds » (700/03), établie à Bruxelles, décidés par l'assemblée générale le 18 décembre 1992.

gingen aan de bijdragen voor de diensten van de V.Z.W. « Centre médico-social du Tournaisis » en « Service d'Aide aux familles et aux personnes âgées »;

22° de wijzigingen aan de artikelen 73, 76, 82, 86, 90, 94 en 96 tot en met 103 van de statuten van het ziekenfonds : « De Onderlinge Ziekenkas — La Caisse mutuelle » (518), gevestigd te Brussel, beslist in de algemene vergadering van 16 december 1992;

23° de nieuwe bijdragen voor de diensten geneeskundige verzorging, ziekenvervoer, verschillende prestaties en administratieve kas georganiseerd door het ziekenfonds : « Union fédérale de Mutualités » (520), gevestigd te Seraing, beslist door de raad van bestuur van 1 december 1992, alsook de wijzigingen aan de bijdragen voor de diensten van de V.Z.W. « Entraide et Solidarité »;

24° de wijzigingen aan de artikelen 5, 12, 52 en 58 van de statuten van het ziekenfonds : « Mutualité libre du Centre » (525), gevestigd te La Louvière, de nieuwe bijdragen voor de diensten geneeskundige verzorging, ziekenvervoer, hospitalisatie, materniteit en verschillende prestaties georganiseerd door voornoemd ziekenfonds, beslist in de algemene vergadering van 5 december 1992, alsook de wijzigingen aan de bijdragen voor de V.Z.W. « Œuvres de Santé et sociales du Centre »;

25° de nieuwe bijdragen voor de dienst voordelen georganiseerd door de maatschappij van onderlinge bijstand : « Uniker Voorzorgfonds — Fonds de Prévoyance Unilever » (700/03), gevestigd te Brussel, beslist in de algemene vergadering van 18 december 1992.

#### MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

Juridictions du travail. — Avis aux organisations représentatives de travailleurs. — Place vacante d'un juge social effectif au titre de travailleur employé au tribunal du travail de Bruxelles

Les organisations représentatives intéressées sont invitées à présenter les candidatures à cette fonction conformément aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 7 avril 1970 et au plus tard dans les trois mois qui suivent la publication du présent avis.

Ces présentations doivent être adressées au Ministère de l'Emploi et du Travail, Service des Juridictions du travail, rue Belliard 51, à 1040 Bruxelles.

Les listes seront accompagnées d'un extrait d'acte de naissance pour chacun des candidats présentés.

#### MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

Arbeidsgerechten. — Bericht aan de representatieve organisaties van werknemers. — Openstaande plaats van een werkend rechter in sociale zaken, als werknemer-bediende, bij de arbeidsrechtbank te Brussel

De betrokken organisaties worden verzocht de kandidaturen voor te dragen overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 7 april 1970 en uiterlijk binnen de drie maanden na de bekendmaking van dit bericht.

De voordrachten van de kandidaten moeten worden gericht aan het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, Dienst Arbeidsgerechten, Belliardstraat 51, 1040 Brussel.

Bij de lijsten wordt voor elk der voorgedragen kandidaten een uittreksel van de geboorteakte gevoegd.

### EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

#### REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

##### MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

[S — 27174]

18 MARS 1993. — Circulaire relative à la taxation des déchets ménagers en Région wallonne

#### I. Généralités :

1. Le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne (*Moniteur belge* du 20 novembre 1991), modifié par le décret du 17 décembre 1992 (*Moniteur belge* du 31 décembre 1992), instaure une taxe annuelle sur les déchets ménagers.

Le montant de cette taxe est fixé à 300 FB par occupant avec un plafond de 1 000 FB.

2. Quelques difficultés pratiques relatives à l'interprétation de certains articles du décret sont apparues, et, à la lumière du principe de l'égalité devant l'impôt, il a semblé utile de garantir une interprétation uniforme pour tous les redevables.

Ces difficultés se sont manifestées à l'égard du concept de fait générateur, figurant à l'article 3 du décret, et de la notion d'habitation à usage privé figurant à l'article 5 du même décret.

## II. Absence de fait générateur :

Le fait générateur d'une taxe, c'est le fait par lequel sont réalisées les conditions légales, nécessaires pour l'exigibilité de la taxe. Sans fait générateur, il ne peut pas y avoir d'impôt.

L'article 3 du décret définit le fait générateur de la taxe sur les déchets ménagers comme étant "la création de déchets inhérente à l'occupation, permanente ou temporaire à l'usage d'habitation privée, de tout ou partie d'un immeuble situé en Région wallonne".

Il en découle que, lorsqu'il est démontré qu'il n'y a pu y avoir la moindre création de déchet durant l'année, aucun fait générateur de la taxe n'est intervenu, et, partant que la taxe n'est pas due.

Cette absence totale de fait générateur n'est concevable que dans le chef des personnes suivantes :

— le personnel militaire et civil des forces belges stationnées en République fédérale d'Allemagne, les militaires détachés à l'étranger soit auprès d'organismes internationaux ou supranationaux, soit auprès d'une base militaire en pays étranger;

— les agents diplomatiques belges, les membres du personnel administratif et technique des missions diplomatiques belges, les fonctionnaires consulaires et employés consulaires de carrière belge;

— les membres du personnel de la coopération visé par l'arrêté royal du 10 avril 1967 portant statut du personnel de la coopération avec les pays en voie de développement et les personnes envoyées en mission de coopération par des associations reconnues par l'administration générale de la coopération au développement.

Afin de démontrer l'absence totale de fait générateur dans leur chef, les personnes citées ci-dessus doivent remplir les conditions suivantes :

1° le bénéficiaire doit apporter la preuve que lui-même ainsi que toutes les personnes composant son ménage, ont vécu en dehors du territoire de la Région wallonne du 1er janvier au 31 décembre de l'année qui précède l'exercice d'imposition concerné;

2° la preuve doit être apportée selon le formulaire figurant en annexe 1 revêtu de la signature du fonctionnaire délégué du service de population de la commune où est domicilié le demandeur ainsi que du sceau communal.

Après contrôle et non contestation, le receveur des taxes et redevances du Ministère de la Région wallonne procède aux rectifications d'enrôlement nécessaires et éventuellement aux dégrèvements qui s'imposent.

## III. Les Communautés :

Pour déterminer l'unité taxable à la taxe sur les déchets ménagers, l'article 5 du décret vise toutes les personnes occupant ensemble un immeuble ou une partie d'immeuble à titre d'habitation à usage privé, c'est-à-dire un ménage.

Le droit fiscal se référant au droit commun (ce qui se traduit notamment par le renvoi au registre de population communal dans le deuxième paragraphe de l'article 5), il faut interpréter cette notion de ménage suivant le droit en vigueur.

En l'occurrence, la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité, et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques (*Moniteur belge* du 3 septembre 1991) stipule que le ménage est constitué soit par une personne vivant habituellement seule, soit par deux ou plusieurs personnes qui, unies ou non par des liens de parenté, occupent habituellement un même logement et y vivent en commun.

Dès lors qu'il y a vie commune, et donc absence d'habitations à usage privé distinctes et séparées, les communautés (maisons de repos et assimilés, communautés religieuses,...) résidant ensemble dans tout ou partie d'un immeuble forment un seul ménage et une seule unité de taxation.

Par conséquent, elles sont soumises à une taxe plafonnée à 1 000 FB à la condition expresse que le responsable de la communauté produise une déclaration selon le formulaire figurant en annexe 2 revêtu de la signature du fonctionnaire délégué du service de population de la commune où est situé l'établissement ainsi que du sceau communal.

Après contrôle et non contestation, le receveur des taxes et redevances du Ministère de la Région wallonne procède aux rectifications d'enrôlement nécessaires et éventuellement aux dégrèvements qui s'imposent.

Namur, le 18 mars 1993.

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,

R. Collignon.

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

C. Lutgen.

## Annexe 1

Demandeur :

Nom et prénoms : .....

Date de naissance : .....

Domicile légal : .....

Fonction : .....

Résidence principale : .....

Autres membres du ménage :

	1.	2.	3.
Nom et prénoms :			
Date de naissance :			
Domicile légal :			
Lieu de résidence :			

	4.	5.	6.
Nom et prénoms :			
Date de naissance :			
Domicile légal :			
Lieu de résidence :			

Par la présente, j'atteste que le demandeur ainsi que toutes les personnes composant son ménage ont résidé, sans interruption du 1er janvier 199.... au 31 décembre 199...., en dehors du territoire de la Région wallonne, à l'adresse suivante :

Date et signature  
du demandeur,

Date et signature du fonctionnaire délégué du  
service population de la commune :

## Annexe 2

Demandeur :

Nom et prénoms : .....

Date de naissance : .....

Domicile légal : .....

Fonction : .....

Dénomination et objet de la communauté : .....

Autres membres du ménage :

	1.	2.	3.
Nom et prénoms :			
Date de naissance :			

	4.	5.	6.
Nom et prénoms :			
Date de naissance :			

	7.	8.	9.
Nom et prénoms :			
Date de naissance :			

	10.	11.	12.
Nom et prénoms :			
Date de naissance :			

Par la présente, j'atteste que du 1er janvier 199.... au 31 décembre 199...., les personnes ci-dessus ont résidé habituellement ensemble et ont vécu en commun à l'adresse de leur domicile légal (adresse de la communauté) :

Date et signature  
du demandeur,

Date et signature du fonctionnaire délégué du  
service population de la commune :

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[S — 27174]

## 18. MÄRZ 1993. — Rundschreiben über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region

## I. Allgemeines :

1. Das Dekret vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region (*Belgisches Staatsblatt* vom 20. November 1991), abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 1992 (*Belgisches Staatsblatt* vom 31. Dezember 1992), entrichtet eine jährliche Abgabe für die Abfälle.

Diese Abgabe beträgt 300 BF pro Bewohner mit einem Höchstwert von 1 000 BF.

2. Einige praktische Schwierigkeiten über die Auslegung gewisser Artikel des Dekrets sind erschienen und nach dem Steuergleichheitsprinzip scheint es nötig, den gesamten Abgabepflichtungen eine gleichartige Auslegung zu gewährleisten.

Diese Schwierigkeiten sind im Begriff des in Artikel 3 des Dekrets erwähnten Tatbestands und im Begriff der in Artikel 5 desselben Dekrets bezeichneten Privatwohnung erschienen.

## II. Ausbleiben des Tatbestands :

Der Tatbestand einer Abgabe ist der Tat, durch den die gesetzlichen Voraussetzungen für den Anspruch auf die Zahlung der Abgabe verwirklicht werden. Ohne Tatbestand kann es keine Abgabe geben.

Artikel 3 des Dekrets bezeichnet den Tatbestand, an den die Abgabe für Hausmüll geknüpft wird, als "die Erzeugung von Abfällen, die mit der ständigen oder zeitweiligen Benutzung eines in der Wallonischen Region gelegenen Gebäudes bzw. Gebäudeteils als Privatwohnung verbunden ist".

Daraus gibt es sich, daß keiner Tatbestand geschehen ist, wenn es deutlich gemacht werden kann, daß keine Erzeugung von Abfällen im Laufe des Jahres möglich war. Dann wird die Abgabe nicht fällig.

Dieses Totalausbleiben des Tatbestands wird nur betreffend die folgenden Personen vorstellbar :

— das Militär- und Zivilpersonal der in der Bundesrepublik Deutschland stationierten Belgischen Streitkräfte, die im Ausland bei internationalen oder supranationalen Einrichtungen bzw. bei einer Basis im Ausland abgeordneten Militärpersonen;

— die Belgischen diplomatischen Beamten, die Mitglieder des verwaltungsmäßigen und technischen Personals der Belgischen diplomatischen Missionen, die Konsultsbeamten und -angestellten der belgischen Laufbahn;

— die Mitglieder des Personals der Zusammenarbeit, das im Königlichen Erlaß vom 10. April 1967 über das Statut des Personals der Zusammenarbeit mit Entwicklungsländern erwähnt ist, und die Personen, die von durch die Generalverwaltung der Entwicklungszusammenarbeit anerkannten Vereinigungen mit einer Zusammenarbeitsmission geschickt sind.

Um das sie betreffende Totalausbleiben des Tatbestands zu beweisen, müssen die vorerwähnten Personen die folgenden Bedingungen erfüllen :

1° der Begünstigte soll den Beweis erbringen, daß er selbst und die gesamten dem Haushalt angehörenden Personen vom 1. Januar bis zum 31. Dezember des Jahres vor dem betreffenden Veranlagungsjahr außer dem Gebiet der Wallonischen Region gelebt haben;

2° der Beweis soll gemäß des als Anlage 1 stehenden Formulars erbracht werden, das mit der Unterschrift des delegierten Beamten des Einwohnermeldeamts der Gemeinde, wo der Antragsteller seinen Wohnsitz hat, sowie mit dem Gemeindegeld versehen wird.

Nach Überprüfung und beim Nichtangriff nimmt der Einnahmer der Steuer und der Gebühr des Ministeriums der Wallonischen Region die notwendigen Aufstellungsberichtigungen und gegebenenfalls die aufgezwungenen Abgabemäßigungen vor.

## III. Die Gemeinschaften :

Um die der Abgabe für Hausmüll unterworfenen Einheit zu bestimmen, erwähnt Artikel 5 des Dekrets die gesamten Personen, die ein Gebäude bzw. einen Teil davon als Privatwohnung benutzen, d.h. einen Haushalt.

Da das Steuerrecht sich auf das gemeine Recht bezieht, was sich durch den Verweis auf das kommunale Bevölkerungsregister im zweiten Paragraph von Artikel 5 äußert, soll dieser Haushaltsbegriff gemäß des geltenden Rechts ausgelegt werden.

Im vorliegenden Fall wird im Gesetz vom 19. Juli 1991 über die Bevölkerungsregister und die Personalausweise, zur Abänderung des Gesetzes vom 8. August 1983 zur Einführung eines Nationalregisters der natürlichen Personen (*Belgischen Staatsblatt* vom 3. September 1991), festgeschrieben daß, der Haushalt entweder aus einer allein lebenden Person oder aus zwei oder mehreren verwandten oder nicht verwandten Personen, die im allgemeinen eine selbe Wohnung gemeinsam benutzen, besteht.

Da es ein gemeinsames Leben und also keine verschiedenen und getrennten Privatwohnungen gibt, bilden die Gemeinschaften (Erholungsheime und gleichartige Häuser, Religionsgemeinschaften usw.), die gemeinsam ein Gebäude bzw. einen Teil davon benutzen, einen einzigen Haushalt und eine einzige Einheit für die Abgabe.

Demzufolge werden sie einer auf einen Höchstwert von 1 000 BF beschränkten Abgabe unterworfen, unter der ausdrücklichen Bedingung der Vergabe durch den Verantwortlichen der Gemeinschaft von einer Erklärung gemäß des als Anlage 2 stehenden Formulars, das mit der Unterschrift des delegierten Beamten des Einwohnermeldeamts der Gemeinde, wo die Einrichtung angesiedelt ist, sowie mit dem Gemeindesiegel versehen wird.

Nach Überprüfung und beim Nichtangriff nimmt der Einnehmer der Steuer und der Gebühr des Ministeriums der Wallonischen Region die notwendigen Aufstellungsberichtigungen und gegebenenfalls die aufgezwungenen Abgabermäßigungen vor.

Namur, den 18. März 1993.

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,  
R. Collignon.

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,  
G. Lutgen.

Anlage 1

Antragsteller :

Name und Vornamen : .....

Geburtsdatum : .....

Gesetzlicher Wohnsitz : .....

Berufliche Tätigkeit : .....

Gewöhnlicher Wohnsitz : .....

Andere Haushaltsmitglieder :

	1.	2.	3.
Name und Vornamen :			
Geburtsdatum :			
Gesetzlicher Wohnsitz :			
Gewöhnlicher Wohnsitz :			

	4.	5.	6.
Name und Vornamen :			
Geburtsdatum :			
Gesetzlicher Wohnsitz :			
Gewöhnlicher Wohnsitz :			

Hierdurch bestätige ich, daß der Antragsteller sowie die gesamten seinem Haushalt angehörenden Personen ohne Unterbrechung vom 1. Januar 199.... bis zum 31. Dezember 199.... außer dem Gebiet der Wallonischen Region gewohnt haben :

Datum und Unterschrift  
des Antragstellers,

Datum und Unterschrift des delegierten Beamten  
des Einwohnermeldeamtes der Gemeinde :

—  
Anlage 2  
—

Antragsteller :

Name und Vornamen : .....

Geburtsdatum : .....

Gesetzlicher Wohnsitz : .....

Berufliche Tätigkeit : .....

Name und Zweck der Gemeinschaft : .....

Andere Haushaltsmitglieder :

	1.	2.	3.
Name und Vornamen :			
Geburtsdatum :			

	4.	5.	6.
Name und Vornamen :			
Geburtsdatum :			

	7.	8.	9.
Name und Vornamen :			
Geburtsdatum :			

	10.	11.	12.
Name und Vornamen :			
Geburtsdatum :			

Hierdurch bestätige ich, daß die vorerwähnten Personen (ab dem 1. Januar 199.... bis zum 31. Dezember 199.... im allgemeinen zusammen und gemeinsam an der Anschrift ihres gesetzlichen Wohnsitzes gewohnt haben (Anschrift der Gemeinschaft).

Datum und Unterschrift  
des Antragstellers,

Datum und Unterschrift des delegierten Beamten  
des Einwohnermeldeamtes der Gemeinde :

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[S — 287174]

## 18 MAART 1993. — Omzendbrief betreffende de belasting op het huisvuil in het Waalse Gewest

## I. Algemeenheden :

1. Het decreet van 25 juli 1991 met betrekking tot de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest (*Belgisch Staatsblad* van 20 november 1991), gewijzigd bij het decreet van 17 december 1992 (*Belgisch Staatsblad* van 31 december 1992) stelt een jaarlijkse belasting op het huisvuil in.

Het bedrag van deze belasting is bepaald op 300 F per inwoner en mag niet groter zijn dan 1 000 F.

2. Daar de interpretatie van bepaalde artikelen van het decreet enkele praktische moeilijkheden heeft veroorzaakt, lijkt het nuttig alle belastingplichtigen in het licht van het gelijkheidsprincipe voor de belasting, een eenvormige interpretatie te waarborgen.

Die moeilijkheden hebben betrekking op het in artikel 3 van het decreet bedoelde begrip grondbeginsel en op het in artikel 5 van hetzelfde decreet bedoelde begrip privé-woning.

## II. Gebrek aan grondslag voor het invoeren van een belasting :

De grondslag voor het invoeren van een belasting is het feit waardoor de voor de invorderbaarheid van de belasting vereiste wettelijke voorwaarden vervuld worden. Zonder grondslag is er geen belasting.

Artikel 3 van het decreet bepaalt de grondslag voor het invoeren van de belasting als "het voortbrengen van afvalstoffen inherent aan het permanent of tijdelijk als privé-woning bewonen van een in het Waalse Gewest gelegen gebouw of van een gedeelte ervan".

Indien bewezen is dat in de loop van het jaar geen afvalstoffen geproduceerd werden, is er geen sprake van een grondslag voor het invoeren van de belasting die bijgevolg niet verschuldigd is.

Een totaal gebrek aan grondslag geldt enkel voor volgende personen :

— het in de Bondsrepubliek Duitsland gelegeerde Belgisch militair of burgerlijk personeel van de Belgische Strijdkrachten, de in het buitenland gedetacheerde militairen, hetzij bij internationale of supranationale instellingen, hetzij bij een in het buitenland gelegen militaire basis;

— de Belgische diplomaten, de leden van het administratief en technisch personeel van de Belgische diplomatieke zending, de consulaire ambtenaren en de Belgische beroepsconsulaire beambten;

— de leden van het personeel van de samenwerking bedoeld in artikel 10 van het koninklijk besluit van 10 april 1967 houdende het statuut van het personeel van de samenwerking met de ontwikkelingslanden en het personeel dat op samenwerkingszending gezonden wordt door het algemeen bestuur voor ontwikkelingssamenwerking erkende verenigingen.

Om het totaal gebrek aan grondslag te bewijzen, moeten voornoemde personen volgende voorwaarden vervullen :

1° de begunstigde moet bewijzen dat hij, alsmede alle leden van zijn gezin, vanaf 1 januari tot 31 december van het jaar dat voorafgaat aan het betrokken belastingjaar, buiten het grondgebied van het Waalse Gewest woonachtig was;

2° het bewijs moet geleverd worden aan de hand van het in bijlage 1 vermelde formulier voorzien van de handtekening van de afgevaardigde ambtenaar van de bevolkingsdienst van de gemeente waar de aanvrager woonachtig is en van de zegel van die gemeente.

Na onderzoek en indien er geen betwistingen zijn, gaat de ontvanger der belastingen en retributies van het Ministerie van het Waalse Gewest over tot de nodige rolverbeteringen en tot de belastingverlichtingen die zich eventueel opdringen.



III. De Gemeenschappen :

Om de belastbare eenheid met betrekking tot de belasting op het huisvuil te bepalen is artikel 5 van het decreet van toepassing op alle personen die samen een gebouw of een gedeelte ervan als privé-woning bewonen, d.w.z. een huishouden.

Daar het belastingrecht naar het gewone recht verwijst (vandaar de verwijzing naar het gemeentelijke bevolkingsregister in de tweede paragraaf van artikel 5), moet het begrip huishouden volgens het van kracht zijnde recht geïnterpreteerd worden.

In dat geval bepaalt de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen (*Belgisch Staatsblad* van 3 september 1991) dat het huishouden samengesteld is hetzij, uit een doorgaans alleenwonende persoon, hetzij uit twee of verscheidene al dan niet aanverwante personen die gewoonlijk in dezelfde woning samenleven.

Zodra er gemeenschappelijk leven is en er bijgevolg geen sprake is van afzonderlijke privé-woningen, vormen de gemeenschappen (rusthuizen en daarmee gelijkgestelde instellingen, religieuze gemeenschappen, ...) die samen een gebouw of een gedeelte ervan bewonen, één enkel huishouden en één enkele belastingeenheid.

Dientengevolge worden zij onderworpen aan een maximumbelasting van 1 000 F op de uitdrukkelijke voorwaarde dat de voor de gemeenschap verantwoordelijke persoon het in bijlage 2 aangegeven formulier indient, voorzien van de handtekening van de afgevaardigde ambtenaar van de bevolkingsdienst van de gemeente waar de instelling gelegen is alsmede van de zegel van die gemeente.

Na onderzoek en indien er geen betwistingen zijn, gaat de ontvanger der belastingen en retributies van het Ministerie van het Waalse Gewest over tot de nodige rolverbeteringen en tot de belastingverlichtingen die zich eventueel opdringen.

Namen, 18 maart 1993.

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,  
R. Collignon.

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. Lutgen.

Bijlage 1

Aanvrager :

Naam en voornamen : .....

Geboortedatum : .....

Wettelijke woonplaats : .....

Functie : .....

Hoofdverblijfplaats : .....

Andere leden van het huishouden :

	1.	2.	3.
Naam en voornamen :			
Geboortedatum :			
Wettelijke woonplaats :			
Verblijfplaats :			

	4.	5.	6.
Naam en voornamen :			
Geboortedatum :			
Wettelijke woonplaats :			
Verblijfplaats :			

Hierbij verklaar ik dat de aanvrager alsmede alle leden van zijn gezin van 1 januari 199.... tot 31 december 199.... ononderbroken buiten het Waalse Gewest op volgend adres gewoond hebben :

Datum en handtekening  
van de aanvrager,

Datum en handtekening van de afgevaardigde  
ambtenaar van de bevolkingsdienst van de  
gemeente :

-----  
Bijlage 2  
-----

Aanvrager :

Naam en voornamen : .....

Geboortedatum : .....

Wettelijke woonplaats : .....

Functie : .....

Naam en doel van de gemeenschap : .....

Andere leden van het huishouden :

	1.	2.	3.
Naam en voornamen :			
Geboortedatum :			

	4.	5.	6.
Naam en voornamen :			
Geboortedatum :			

	7.	8.	9.
Naam en voornamen :			
Geboortedatum :			

	10.	11.	12.
Naam en voornamen :			
Geboortedatum :			

Hierbij verklaar ik dat voornoemde personen gewoonlijk en op het adres van hun wettelijke woonplaats van 1 januari 199.... tot 31 december 199.... hebben samengewoond en samengeleefd (adres van de gemeenschap) :

Datum en handtekening  
van de aanvrager,

Datum en handtekening van de afgevaardigde  
ambtenaar van de bevolkingsdienst van de  
gemeente :